

DOM TOM COM



N°52
4e trimestre 2004
30 décembre 2004
1,50 €

DISPENSE DE TIMBRAGE

NANTES ROLLIN

Trimestriel
DOM TOM COM
88 quai de la Fosse
44100 NANTES

P PRESSE
DISTRIBUEE PAR
LA POSTE

Périodique pour la communication de la Communauté d'Outre-Mer et
de ses sympathisants

« *La Mémoire est la santé du monde* »
Erik ORSENNA

<i>Sommaire</i>	<i>EDITO</i>	<i>Bonne Année 2005</i>
« L'immigration en France, entre rejet et intégration : le poids du passé » P 2	CRAINdre ?	
« Une femme noire Africaine : prix nobel » P 3	Les récentes élections américaines ont occupé en France la scène médiatique durant de longs mois. Les Français semblent les avoir suivies plus que d'habitude.	
« Olaudah Equiano, témoin de l'infâme trafic du bois d'ébène » P 4 et 5	Pour une grande partie de cette opinion française le résultat de cette élection ne fut pas une « divine surprise ». Des analyses sérieuses et perspicaces de ce résultat inattendu ont été faites et certaines l'on comparé à notre surprise nationale du 21 avril 2002.	
« L'homosexualité aux Antilles » P 6	Faut-il seulement mettre en cause les « néo conservateurs » quand on voit que certains états comme le Wisconsin et le Minnesota ont eu un vote imprévisible ?	
« Une colère maîtrisée » P 7	Faut-il aussi seulement y associer à côté de cette vague conservatrice celle religieuse d'une Amérique profonde traumatisée par le chômage et le terrorisme, à l'écoute d'une multitude de prédicateurs, effrayée par une modernité à risque, un futur où on allait s'autoriser quelques expériences audacieuses ?	
« Touche pas à mon second degré » P 8	Plus ambiguë, plus surprenante, l'hypothèse selon laquelle le président Bush devrait son élection à l'électorat blanc et, paradoxalement aussi, aidé par la discrétion d'un John Kerry trop occupé à courtiser ce même électorat. Il aurait négligé, certains activistes noirs le lui reprochent, les électeurs noirs.	
« Panama » (suite du n° 51) P 9	Mais depuis l'attention s'est portée sur l'entrée de la Turquie dans l'Europe.	
« Le poète des Caraïbes » P 10	Changeons-nous vraiment de sujet ?	
« L'esclavage crime de guerre ? » P 11		
« Caraïbes. Archives du commerce des esclaves : réunion Unesco à Cuba »		
Exposition / culture / cinéma P 12		

Jean MARIE AGNES

L'IMMIGRATION EN FRANCE, ENTRE REJET ET INTEGRATION : LE POIDS DU PASSE

Par Gilles MANCERON, historien, notamment auteur de *Marianne et les colonies* (La Découverte, 2003)

Lors de la formation des empires coloniaux que l'on peut considérer comme la première étape de la mondialisation, l'Europe a, à la première fois, pris connaissance du monde et pris possession du monde. Et, pour fonder son "droit à conquérir et à administrer", qu'elle s'arrogeait au nom de sa "mission civilisatrice", elle en est venue à introduire une distinction radicale entre un "monde civilisé" blanc et européen et un "monde barbare" extérieur à l'Europe.

Tout en plaçant sur une sorte d'échelle hiérarchique les différentes "races humaines" en fonction de leur niveau supposé de civilisation, elle a adopté une vision fondamentalement duale de l'humanité, qui s'est imposée pendant la parenthèse historique qu'a représentée le colonialisme moderne et dont on peut considérer que les dates extrêmes, pour ce qui est de la France, sont celles de sa présence en Algérie, de 1830 à 1962.

"Nous" et les "Autres"

C'est avec la III^{ème} République et son approbation explicite, en 1885, de la politique coloniale prônée par Jules Ferry que la France a adopté officiellement la doctrine selon laquelle les indigènes des colonies n'avaient pas les mêmes droits que les autres hommes.

Lorsqu'il s'agissait de territoires coloniaux, on considérait légitime de les conquérir, quelle que soit l'opposition de leur population. Déjà, le théoricien de la démocratie qu'est Alexis de Tocqueville avait été, au milieu du siècle, un bon exemple d'aveu de cette théorie de l'"exception coloniale". Il reconnaissait, par exemple, les effets désastreux de la colonisation en Algérie : "nous avons rendu la société musulmane beaucoup plus misérable, plus désordonnée, plus ignorante et plus barbare qu'elle n'était avant de nous connaître". Et qu'on y faisait la guerre à tout un peuple - "nous n'avions pas en face de nous une véritable armée, mais la population elle-même." -, mais il admettait que les règles qui devaient s'appliquer en Europe soient violées là-bas.

Qu'à ces "Autres" ne s'appliquait pas la constitution de la II^{ème} République, qui déclarait qu'elle "respecte les nationalités étrangères, comme elle entend faire respecter la sienne ; n'entreprend aucune guerre dans des vues de

conquête, et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple". Et en déduisant que toutes les violences étaient, dans ce cas, légitimes et que, puisque les "indigènes" n'étaient pas considérés comme étant vraiment des hommes, l'on pouvait recourir sans scrupules à des moyens que les droits de l'homme condamnent.

Avec Jules Ferry, l'aveu a été plus net encore : "Si nous avons le droit d'aller chez ces barbares, c'est parce que nous avons le devoir de les civiliser (...). Il faut non pas les traiter en égaux, mais se placer au point de vue d'une race supérieure qui la conquiert", déclarait-il par exemple, à la Chambre en 1884. Et l'année suivante : "Il faut le dire nettement : Oui, les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures. Comment justifier, sinon, notre présence aux colonies : elles ne nous demandent pas !"

L'argument a été vivement contesté par certains républicains qui soulignaient sa contradiction totale avec le principe de l'universalité de l'homme et de ses droits. Camille Pelletan, par exemple, lui avait répondu avec ironie : "Nous avons appris ainsi que c'était un devoir imposé à toute race supérieure de civiliser les barbares à coup de canon. Si nous consultations ces barbares, il est probable qu'ils nous en dispenseraient. De là, ces guerres implacables, sans prisonniers, ces villes ruinées et bombardées". Et Clemenceau a déclaré que ces "nations que vous appelez barbares", il les trouvait "très civilisées" : "Regardez l'histoire de la conquête de ces peuples que vous dites barbares, et vous verrez la violence, tous les crimes déchainés, l'oppression, le sang coulant à flots, le faible opprimé, tyrannisé par le vainqueur ! Voilà l'histoire de votre civilisation !".

Les justifications théoriques d'un Jules Ferry étant mises à mal par de tels arguments, les partisans de l'expansion coloniale ont compris qu'il valait mieux éviter ce genre de débat et chercher plutôt à mettre l'opinion de leur côté en recourant à des mises en scènes, des images et des plaisanteries qui suggèrent d'elles-mêmes la supériorité des Blancs, en tant que "race supérieure", sur les Noirs, Jaunes et autres "sauvages" et la convaincre de cette "évidence". Ils ont compris que leur meilleure réponse était, en recourant en particulier à des images et à des mises en scène, d'instituer un "sens commun" qui convienne de cette "réalité" sans qu'on ait besoin de discours. Telle fut la fonction de ces grands shows que furent les pavillons coloniaux des expositions universelles suivis des expositions coloniales, comme de toute la produc-

tion de récits de voyages, d'illustrés, de livres scolaires, jeux, affiches, films, etc. qui contribuèrent à donner une démonstration muette de cette division "de bon sens" de l'humanité entre "Nous" et les "Autres".

De "l'indigène" à "l'immigré" : la persistance du regard

La période coloniale a fait l'éloge des voyages et des migrations. Elle a même fondé sa légitimation sur le droit des hommes à s'installer ou bon leur semble sur la planète, contrairement à la deuxième phase de la mondialisation, celle de la fin du XX^{ème} siècle, qui permet la libre circulation de tout, sauf des hommes, et cherche, quant à elle, à contenir leurs mouvements. Mais, en dehors de cette différence, on est frappé par la permanence aujourd'hui des mentalités forgées durant l'époque coloniale.

Si la colonisation a des limites chronologiques nettes, les représentations qu'elle a encouragées et sur lesquelles elle s'est appuyée n'ont pas disparu du jour au lendemain. En France, la période des indépendances a profondément secoué ces préjugés. Dans les discours officiels, on a cessé de justifier la doctrine coloniale, et, dans l'opinion, il y a eu comme une période de doute quand on a constaté que les représentations d'hier avaient été démenties par les faits. Mais un certain nombre d'échecs des pays devenus indépendants, de crises et de violences aux conséquences internationales tragiques qui se sont développées dans certains d'entre eux, ont encouragé une sorte de retour de la bonne conscience coloniale et aux préjugés qui l'ont marquée et qui n'avaient jamais disparu.

La vision de cet "Autre" différent de "Nous", qui a permis et accompagné le fait colonial et n'est jamais entièrement sortie des esprits, a tendance à faire l'objet aujourd'hui, parfois au prétexte de la grande complexité de cette histoire, d'une sorte de retour. Une telle réhabilitation confuse et larvée porte le risque de toutes sortes de régressions. Ce risque nous menace en ce qu'au profit de nouvelles discriminations, notamment aux dépens des migrants qui proviennent des anciennes colonies, qui ont tendance à faire l'objet du même regard péjoratif, et il autorise de nouveaux trucages et accommodements avec l'universalité des droits de l'Homme.

Gilles MANCERON

La Lettre n° 26 septembre - octobre 2004

UNE FEMME NOIRE AFRICAINE : PRIX NOBEL

Le prix Nobel de la paix 2004 a été attribué, vendredi 8 octobre, à la militante écologiste kényane Wangari Maathai, première femme africaine à recevoir la récompense plus que centenaire, a annoncé le comité Nobel norvégien.

"Le comité Nobel norvégien a décidé d'attribuer le prix Nobel de la paix 2004 à Wangari Maathai pour sa contribution en faveur du développement durable, de la démocratie et de la paix", en ajoutant "Wangari Maathai sera la première femme africaine à être honorée par le prix Nobel de la paix. Elle sera également la première personnalité africaine de la vaste région comprise entre l'Afrique du Sud et l'Égypte à recevoir le prix. Elle représente un exemple et une source d'inspiration pour tous ceux qui en Afrique luttent pour le développement durable, la démocratie et la paix".

Mme Maathai a affirmé que la défense de l'environnement et de la promotion de la paix étaient étroitement liées. La cause écologique "est un aspect important de la paix parce que, lorsque les ressources se raréfient, nous nous battons pour nous les approprier", a-t-elle déclaré à la radio-télévision publique norvégienne NRK. "Nous plantons les graines de la paix, maintenant et pour le futur", a-t-elle ajouté.

Emprisonnée, harcelée et calomniée par le régime autoritaire de Daniel arap Moi (président de 1978 à 2002), Wangari Maathai, a fondé en 1977 le Mouvement de la ceinture verte (Green Belt Movement), principal projet de plantation d'arbres en Afrique qui vise à promouvoir la biodiversité, tout en créant des emplois pour les femmes et en valorisant leur image dans la société.

Grâce à son action contre la déforestation, facteur de sécheresse et de pauvreté pour les populations locales, plus de 30 millions d'arbres ont été plantés au Kenya et des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup de femmes, travaillent dans les pépinières du mouvement. Mais, malgré ses efforts, le problème demeure aigu : les forêts recouvrent aujourd'hui 1.7 % de la superficie totale de son pays alors que l'ONU recommande un minimum de 10%.

"Elle pense au niveau mondial et agit sur le plan local", a souligné le comité Nobel. En décembre 2002, Wangari Maathai, âgée de 64 ans, a été élue au Parlement kenyan en tant que membre des Verts lors des premières élections libres du pays depuis des décennies. En janvier 2003, elle a été nommée ministre adjointe à l'environnement, aux ressources naturelles et à la faune sauvage. Elle a reçu récemment des mains du président Mwai Kibaki le titre honorifique d'"Elder of the Burning Spear" (sage à la lance brûlante) pour services rendus à la nation. Dans son communiqué, le comité norvégien précise que "grâce à l'éducation, le planning familial, la nutrition et la lutte anti-corruption, le mouvement de la ceinture verte a ouvert la voie du développement par la base". Le prix -une médaille d'or, un diplôme et un chèque de 1.1 million d'euros- fut remis en mains propres le 10 décembre, jour anniversaire de la mort de son fondateur, l'inventeur suédois de la dynamite et philanthrope Alfred Nobel. L'an dernier, le prix avait déjà consacré la première femme musulmane de son histoire, en revenant à la militante iranienne des droits de l'Homme Shirin Ebadi.

OLAUDAH EQUIANO, TEMOIN DE L'INFAME TRAFFIC DU BOIS D' « EBENE »

Né au Biafra vers 1745, dans une riche famille Ibo, Olaudah Equiano fut enlevé par des marchands d'esclaves à l'âge de dix ans, transporté au Bénin, où il fut embarqué pour la Barbade, la Virginie et enfin en Grande-Bretagne. De 1783 à sa mort en 1797, il fut l'un des opposants les plus actifs à la poursuite de la traite des esclaves.

Le 8 août 1444, « très tôt le matin à cause de la chaleur », des marins portugais débarquèrent de leurs caravelles une cargaison africaine près de Lagos, au Portugal. Elle constituait en deux cent trente-cinq esclaves, « les uns d'une blancheur raisonnable, beaux et bien faits », « d'autres moins blancs, comme des mulâtres », « d'autres encore aussi noirs que les Ethiopiens, de visages et de corps si laids (...) qu'ils donnent comme image de l'hémisphère d'en bas ». Rapporté avec une certaine émotion par le chroniqueur Gomes Eanes de Zurara, cet épisode inaugure l'exploitation systématique de l'Afrique par l'Europe.

En réalité, 1444 n'inaugure pas le trafic européen d'esclaves, encore moins l'histoire de l'esclavage d'êtres humains. Celui-ci est de tous les temps, avec seulement des degrés variables dans l'humiliation de la personne.

L'infâme trafic du « Bois d'ébène »

Ces africains venaient d'une

bande côtière de plus de 5 000 kilomètres de longueur, qui s'étalait de la Mauritanie au Mozambique, avec une extrême variété d'ethnies, et que l'on désignait alors sous le nom unique de Guinée.

Bien des fois, ces esclaves étaient aussi vendus par des marchands et des chefs de tribus noirs aux acheteurs blancs. Les roitelets et trafiquants africains livraient sans problème leurs prisonniers de guerre, leurs indésirables, leurs propres sujets. Ils se mirent à combattre leur voisins avec ce seul objectif. « La violence a été durant toute la traite le fil conducteur de l'histoire africaine » (G.Mbaye).

Dans ce « trafic triangulaire », généralement partant de l'Europe, passant par l'Afrique et en Amérique et revenant en Europe, l'étape la plus délicate était celle de la traversée de l'Atlantique avec la cargaison d'êtres humains arrachés à leur continent, ce que Hubert Deschamps a appelé le « noir passage », une terrible descente aux enfers.

Olaudah Equiano, un témoin oculaire

Si les carnets de voyage des négriers sont « édifiants », rien ne vaut encore la parole même des Africains sur cette affreuse expérience. Nous avons la chance de posséder le récit d'Olaudah Equiano, qui date de 1789, premier esclave à avoir raconté son aventure sans l'intermédiaire d'a-

bolitionnistes blancs.

« Le premier objet qui s'offrit à ma vue quand j'atteignis la côte, ce fut la mer, ainsi qu'un bateau au mouillage qui attendait sa cargaison. Ce spectacle m'emplit d'un étonnement sans bornes, qui se mua bientôt en terreur quand on me transporta à bord. Aussitôt, quelques hommes d'équipage me tournèrent et me retournèrent en tous sens pour voir si j'étais solide, et j'acquis alors la certitude que j'avais pénétré un monde de démons et qu'ils allaient me tuer. Leur apparence elle aussi différait fort de la nôtre : leurs cheveux longs et la langue qu'ils parlaient (sans point commun avec tout ce que j'avais entendu jusqu'ici) s'accordaient pour me renforcer dans cette idée.

Au vrai, telle était l'horreur de ce que je voyais et redoutais en ces instants que, aurais-je possédé dix mille royaumes, je les aurais volontiers tous abandonnés pour échanger mon sort contre celui du plus misérable esclave de chez moi. Et comme je jetais des regards autour de moi sur le bateau, je vis une grande fournaise, comme du cuivre en fusion, et une foule de gens de couleur de toutes sortes enchaînés les uns aux autres, exprimant jusqu'au dernier le désespoir et l'abattement, si bien que je ne doutai plus de mon destin ; et, terrassé par l'horreur et l'angoisse, je tombai inanimé sur le pont et perdis connaissance. (...)

OLAUDAH EQUIANO, TEMOIN DE L'INFAME TRAFIC DU BOIS D' « EBENE » (suite de la page 4)

Enfin, quand le bateau où nous nous trouvions eut embarqué toute sa cargaison, ils firent toutes sortes de préparatifs avec une foule de bruits effrayants, et on nous fourra dans l'entrepont pour nous empêcher de voir comment ils manœuvraient leur navire. Mais ce désappointement était le dernier de mes soucis. La punteur de la cale, pendant notre mouillage à la côte, était si intolérablement répugnante qu'il était dangereux d'y demeurer tant soit peu, et plusieurs d'entre nous avaient été autorisés à demeurer sur le pont en quête d'air pur ; mais à présent que toute la cargaison du navire y était confinée, l'odeur devenait absolument pestilentielle. L'exiguïté du lieu et la chaleur du climat, ajoutées à la densité de population du bateau, si tassée qu'il restait à peine à chacun de quoi se retourner, nous coupaient presque la respiration. En conséquence de quoi l'on transpirait abondamment, si bien que l'air devint bientôt irrespirable, à force de pestilences diverses, et provoqua parmi les esclaves des maladies dont beaucoup moururent, victimes de l'avarice irréfléchie -c'est ainsi que je la qualifierais- de leurs acquéreurs. Cette situation était encore aggravée par l'humiliation des chaînes, qui devenaient insupportables, et par l'état repoussant des lieux d'aisances où les enfants tombaient souvent, manquant y suffoquer. Les cris aigus des femmes et les plaintes des mourants concourraient à créer un spectacle d'une horreur presque inconcevable ».

Était-ce une opération réellement digne de l'homme ?

Ces africains n'ont pas accepté leur déportation sans broncher. Croyant, comme Equiano, que les Blancs allaient les manger, beaucoup se jetaient désespérément à la mer. Certains refusaient de s'alimenter au cours de la traversée ou refusaient de prendre des médicaments en cas de maladie. A cause de la discipline de fer (au propre et au figuré !) qui régnait sur les bateaux négriers « tasseurs de sardines » selon l'expression de D.P. Mannix, les mutineries à bord étaient relativement rares, une tous les deux ans en moyenne, au cours d'une traversée qui pouvait durer de trois semaines à trois mois selon la complaisance des vents. En raison du scorbut, des épidémies de variole et de dysenterie, la mortalité s'élevait à 10 % de l'humaine cargaison, mais elle baissera au cours du XVIIIe siècle. D'ailleurs, l'équipage blanc n'était pas épargné par les maladies tropicales et les naufrages ! Et le principal risque du voyage triangulaire en temps de guerre, était la capture par l'ennemi. Les corsaires écrémaient toutes les mers. Si bien que certains bateaux pratiquaient à la fois la traite et l'assaut.

Était-ce une opération réellement juteuse ?

Ce commerce n'aurait pas duré aussi longtemps si les négriers n'y avaient pas trouvé leur compte. Les belles résidences de

Nantes et de Bordeaux en sont le témoignage sur le territoire français. Une estimation anglaise assez précise portant sur la traite entre 1761 et 1810 avance un profit inférieur à 10 % du capital investi.

Il reste à évaluer l'effet démographique sur l'Afrique. Le calcul est extrêmement difficile à faire car nous ne connaissons pas les chiffres de la population africaine avant 1850. Un spécialiste américain, Patrick Manning, s'en tient à une position prudente : « Pour l'ensemble de la région côtière de l'Afrique occidentale -qui s'étend du Sénégal à l'Angola sur une profondeur de 600 km- la population a diminué dans la période qui va de 1730 à 1850 ». D'autres estiment que la ponction de dix millions d'esclaves aurait entraîné la perte réelle de cent millions d'individus. Une forte pénurie d'hommes adultes s'est fait sentir, ce qui a modifié les structures familiales et les productions agricoles.

Il est en tout cas incontestable que cet odieux commerce a laissé une empreinte indélébile dans la conscience africaine américaine. « Les descendants d'esclaves sentent encore le fer rouge qui a marqué leurs ancêtres » (H.Deschamps). Et la mémoire collective d'un peuple n'oublie jamais cet excès d'humiliation.

Emmanuelle Cornелиe

Ouvrage

La véridique histoire par lui-même d'Olaudah Equiano, Africain, esclave aux Caraïbes, homme libre, Paris, Éditions Caribéennes, 1987

L'HOMOSEXUALITE AUX ANTILLES

Après le PACS et le très médiatique mariage homosexuel, la très création récente de la chaîne PINK TV braque une nouvelle fois le projecteur sur la population gay.

Autant d'éléments qui aident cette communauté à sortir du ghetto où elle est enfermée depuis si longtemps. Suivant les personnalités et les sensibilités de ce combat oscille entre la discrétion et la provocation.

Qu'en est-il de l'homosexualité aux Antilles ? Quel regard est le regard que l'on porte là-bas sur les "Makoumès" et les "Batimon" ? Ce regard évolue t'il ?

Nous prenons dans l'agenda du TÊTU de ce mois d'octobre des éléments de réponse.

"Il est difficile de trouver des chiffres concernant les gays et les lesbiennes aux Antilles (...). Selon le ministère de la Justice, en 2002, 79 Pacs ont été signés en Martinique et 42 en Guadeloupe. Incontestablement, l'homosexualité commence à entrer dans les mœurs, malgré l'échec d' O' Big, unique association gay locale. Quant à l'homoparentalité et au mariage gay, ce sont des sujets auxquels les homos antillais ne s'intéressent pas encore. Vivre leur sexualité, dans la discrétion ou sous les

feux des projecteurs, en revendiquant leur droit à la différence constitue pour le moment leur objectif principal."

Parallèlement qu'en est-il du SIDA et de sa prévention ?

"Une grosse campagne de prévention vient d'être lancée aux Antilles. Son slogan : "Les femmes préfèrent les hommes qui en ont" (des capotes évidemment). Du coup, la population gay ne se sent pas réellement concernée... Aux Antilles, la maladie se transmet dans le cadre des rapports hétérosexuels dans plus de deux tiers des cas. Les 30-49 ans sont les plus touchés. Les spécialistes parlent d'une légère reprise de l'épidémie. Au 30 juin 2003, le nombre de cas diagnostiqués en Guadeloupe s'élevait à 1 092. En Martinique, André Cabié, chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Pierre-Zobda-Quitman, évoque une file active d'un peu plus de 550 personnes en 2003. Les associations Entraide Gwadeloup' et Action Sida Martinique mettent toute leur énergie et leur bonne volonté dans la lutte contre la maladie (...). Les gays ont décidé de prendre le problème à bras-le-corps. Les plus jeunes commencent à prendre conscience de l'importance de la capote."Jamais sans le chapeau !" : tel était le slogan utilisé cet été par Wilfrid Parfait, secrétaire d'Entraide Gwadeloup', pour rappeler à chacun ses

responsabilités. "Aux Antilles, le défaut de perception du risque est bien présent, constate le Dr Marie-Thérèse Saw, du Csih Guadeloupe. On ne répétera jamais assez aux gays que la capote reste le seul moyen efficace de se protéger". Un conseil qui commence à porter ses fruits, d'après une enquête menée auprès de jeunes homos à Madinina et à Karukera".

Il semble que les mentalités évoluent vers plus de tolérance à l'égard des homosexuels. On peut les voir défiler lors des derniers carnivals. Plus dernièrement, la pièce de Jean-Pierre STURM "ma commère Alfred" a connu un grand succès aux Antilles Françaises.

La rédaction

Têtu Octobre 2004



UNE COLERE MAITRISEE

Les avantages accordés aux fonctionnaires exerçants en Outre-Mer seraient menacés sous le prétexte d'égalité de traitement avec la métropole.

Quelles sont ces avantages :

- 40% de vie chère pour la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane, 35% pour la Réunion et, 100% voir plus pour les territoires d'Outre-mer,- Prime d'éloignement (une année de salaire pour les trois premières années),
- Congés bonifiés tous les deux ans (transport à la charge de l'État).

Pourquoi ces avantages ?

La France restée coloniale dans sa relation avec l'Outre-Mer en outre, a durant toutes ces années de gestion directe mis en place un processus très juteux pour tous les fonctionnaires métropolitains qui exerçaient en Outre-Mer. La quasi-totalité de ceux-ci choisirent l'Outre-mer pour acquérir non seulement des rémunérations plus alléchantes mais aussi des bonifications pour les retraites (similaires aux avantages accordés aux militaires).

Dans cette période, il était difficile, voir impossible à un originaire de l'Outre-Mer d'exercer dans la Fonction Publique de sa région ultramarine.

L'outre-Mer était dans sa relation avec Paris un territoire sous tutelle coloniale.

Je souligne que des administrations encore aujourd'hui pratiquent cette ségrégation et qu'il reste encore difficile à un fonctionnaire originaire de l'Outre-mer exerçant en métropole d'obtenir sa mutation dans sa région d'origine. Et, ce n'est pas seulement dû à l'impossibilité pour la Fonction Publique Locale d'accueillir tous les fonctionnaires ultramarins.

Il est à signaler que dans ces temps mémoriaux, la petite poignée des ultramarins exerçant Outre-Mer ne bénéficiaient pas des avantages précités qui étaient réservés aux seuls métropolitains qui eux pouvaient jouir de cette manne étatique créant par ricochet une véritable chape de plomb sur l'éveil de conscience de nos compatriotes ultramarins.

Maintenir les Outre-Mers sous domination et, ne donner aucune possibilité de promotion à ces nègres, tout cela avec la bénédiction des descendants esclavagistes.

A t'ont déjà vu un ultramarin à la tête du Ministère de l'Outre-mer ?

Même le discours du Général de GAULLE prononcée sur la savane à Fort de France, (appris dans toutes les écoles de l'Ile), commençait par ces mots « *mon dieu, mon dieu, comme vous êtes français* » a été entendu par les Martiniquais de la manière suivant « *mon dieu, mon dieu comme vous êtes foncé* » montre l'état d'esprit du moment.

Il a fallu attendre la décentralisation conduite par Gaston DEFERRE pour percevoir un léger frémissement de ce système au bénéfice des ultramarins. Mais c'est Raymond BARRE alors Premier Ministre qui a étendu ces avantages à tous les fonctionnaires exerçant en Outre-mer.

Aujourd'hui la prise de conscience des ultramarins est réelle et, les politiques osent s'élever contre les injustices pour exiger un métissage plus soutenu de la fonction Publique en Outre-Mer.

L'évolution est lente mais réelle et, celle-ci semble s'accélérer au point que la réponse de l'ETAT : la suppression des avantages spécifiques résonne plus comme une sanction qu'une véritable politique égalitaire entre la Métropole et les Outre-Mers.

Oui, aujourd'hui le peuple de France ose mettre à l'index leurs dirigeants quand ceux-ci perpétuent des politiques dignes des siècles de malheur.

Oui, les ultramarins participent à ce questionnement en refusant la domination coloniale, comme semble aussi le faire l'Afrique occidentale.

La situation de nos outre-mers ne s'améliorera pas par la simple mesure de suppression de ces quelques avantages à quelques milliers de fonctionnaires.

Nos régions ultramarines souffrent :

- de la confiscation de ses moyens de production par quelques familles,
- de la pollution criminelle de son sol et de son sous-sol,
- de la suppression de la continuité territoriale de la persistance d'une taxe douanière avec la Métropole, alors que parallèlement l'Europe supprime cette taxe entre les États membres,
- de la cherté du transport aérien,
- de la persistance d'un chômage à 40 % comparé au taux des 10 % national,
- de toute cette jeunesse restée sur le bord du chemin alors que les bénéficiaires des sociétés ne se réinvestissent en Outre-Mer que pour bénéficier de la défiscalisation et sur des investissements non productifs.

Beaucoup de chantiers restent à ouvrir, beaucoup de sujets essentiels restent encore non discutés.

Voilà du pain sur la planche, pour celui qui veut vraiment développer nos régions ultramarines au profit des populations autochtones et, pas seulement des plages de rêve pour touriste avide d'exotisme où la misère ne s'aperçoit pas tant l'organisation obscurcie les vrais problèmes.

Notre jeunesse s'ouvre au monde et, ne saura accepter ce qui hier n'était que poudre de perlin pimpin.

Il est encore temps d'agir afin d'éviter que des haines se construisent et, que demain ne se produisent des actes dont seule la désespérance en serait le moteur.

Octave CESTOR

TOUCHE PAS A MON SECOND DEGRE

Depuis de nombreuses années on peut entendre à la télé des plaisanteries sur les « bougnoules » et les « negros ». Cela sur une chaîne de télévision française, certes privée. Mais on peut recevoir quasi quotidiennement une émission satirique en clair, et à une heure de grande écoute mêlant politique et actualité qui met en scène des marionnettes et des imitateurs. L'émission est talentueuse d'où une partie de son succès.

Mais quand même, un citoyen, prononcerait le quart du huitième de ce qu'on peut y entendre souvent, il serait à juste titre immédiatement poursuivi par quelques grandes associations humanitaires.

Pourquoi alors cette impunité ? Eh bien Mesdames et Messieurs, c'est parce que nous évoluons dans de l'humour au second degré. Dans de l'humour au second degré on peut dire qu'un nègre est paresseux ou qu'un arabe est voleur puisque celui qui dit des choses pareilles à tort mais on le montre le disant pour qu'on voit bien qu'il a tort.

En l'occurrence, celui qui emploie ici des termes racistes et insultants n'est autre que le commandant Sylvestre. Comment vous ne connaissez pas Sylvestre STALONNE, RAMBO ? Traduire : un film au premier degré, un film militaire et en plus militaire américain : antimilitarisme et antiaméricanisme, la cerise sur le gâteau en quelque sorte !

Plus récemment l'écrivain Michel HOUELLEBECQ s'est laissé aller à quelques considérations déplaisantes sur l'Islam ce qui a provoqué une action en justice explicable.

Il est bien vraisemblable que cet écrivain de qui on attend généralement des réponses chocs, peu conformistes et mêmes provocatrices ait été dépassé par les événements. Et il est bien probable que la malignité vienne plus de ceux qui ont relaté les faits que l'écrivain lui même.

A la suite de cette action en justice on a vu se créer un comité de soutien pour Michel HOUELLEBECQ avec en tête un Philippe Sollers très remonté, ulcéré par cette évidence inaperçue : il fallait placer la déclaration au second degré. Ce qui réduisait les plaignants à une bande d'ignares pour ne pas dire d'imbéciles.

Ah le joli terrorisme du second degré que voilà ! jusqu'à quand le subirons-nous ? Est-il si facile que ça à utiliser d'ailleurs ? Ca doit s'apprendre. Il faudra demander à DIEUDONNE.

En attendant suggérons déjà à tous ces beaux esprits qui, bien souvent, disent se sentir proches du peuple, de venir donner des leçons. Qu'ils viennent dans nos quartiers chauds apporter par des exemples concrets la bonne parole du second degré. Il y a urgence.

Il est à craindre toutefois que, dans un premier temps, ces chevaliers de la cause du second degré n'entendant sur les mœurs de leur chères mamans des choses désobligeantes. Du premier degré cependant qu'il leur faudra traduire au second degré. Espérons le !

Jean MARIE-AGNES

PANAMA (suite du numéro 51)

Is sont guidés par des locomotives dans la « chambre » - l'espace compris entre deux écluses, soit 294 m de long et 33 m de large – 60 cm seulement séparant la coque de la terre ferme. De là, « les cargos entreprennent leur ascension vers le lac Gatun à 26 m au-dessus du niveau de la mer ». Un troisième jeu d'écluses pour bateaux plus volumineux est urgent et d'ores et déjà envisagé. Car les écluses actuelles de Miraflores sont trop étroites. Les porte-conteneurs de plus en plus volumineux doivent assurer 12 % du commerce total des USA. Ils représentent 18 % du PIB panaméen et 20 % des emplois locaux.

L'Administration du Canal de Panama, c'est 9000 fonctionnaires, soit le moteur principal de l'économie de Panama. Mais pour l'avenir « le maître-plan » doit maîtriser les ressources en eau et la protection de l'environnement, d'autant qu'outre les nouvelles écluses.

Il y a aussi à creuser 14 autres km de canal « pour les relier à la voie d'eau principale », le canal étant « le seul ouvrage maritime au monde à cumuler à la fois, la longueur – 80 km – et le dénivelé ». Un défi que les Panaméens auxquels les USA ont rendu le Canal le 31 décembre 1999 se doivent de relever, pour bien assurer la survie aux trente-cinq bateaux qui empruntent le canal chaque jour. Ainsi le temps moyen de transit est tombé de 32,9 heures à 22,7 heures, le volume des échanges a augmenté de 6 % et le nombre d'accidents maritimes est passé de 28 à 12. La gestion est positive.

Pourtant ce petit pays de 3 millions d'habitants, indépendant depuis 1903 a à faire face à une charge en dettes de 1,4 milliard de dollars pour un revenu annuel du Canal de 900 millions de dollars, soit 53 % du P.I.B alors que 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Il nous revient que, de nombreux martiniquais ont



Panama une vieille terre d'amitié où beaucoup des nôtres, partis pour Colon ou Panama-City ont travaillé durement ou ont laissé leur vie dans les années 1920-1945 avec la fièvre jaune.

Il ne peut faire de doute que les Panaméens ont une dette de reconnaissance envers les Martiniquais.



travaillé à Panama, y ont des amitiés et ont établi une forte solidarité entre eux, grâce à leurs associations. Aujourd'hui, de même que la France a pu se servir de la Martinique comme point d'appui de sa politique dans la guerre du Mexique ou pour l'indépendance des USA, les sociétés françaises du Groupe Suez, Bouygues et Alstom pourraient recruter aux Antilles, travailleurs qualifiés, techniciens et ingénieurs pour les chantiers gigantesques qu'ils visent et qui se dérouleront dans plusieurs pôles de développement autour du « Maître-Plan » en bénéficiant en outre d'énormes bases d'infrastructures abandonnées par les Américains.

Planisphère-Amérique Centrale.
Historia
Revue Générale de l'Electricité.1931
Pour la Science Sept.1981
Le Figaro Economique du
04.05.2004 (page IX).

Auteurs cités : André MAUROIS ,
Le Compte FLEURY , Louis SONOLET , Frédéric FAUX , Lamla AUALLALou, Ricaurte VASQUEZ.

ANTILLA 14/7/2004

Il est peintre, écrivain, dramaturge...

LE POÈTE DES CARAÏBES

Prix Nobel 1992, Derek Walcott publie un recueil d'essais, "Café Martinique", et un long poème sur le peintre Camille Pissaro, "le Chien de Tiepolo". Entretien.

Stendhal, Gauguin, Cézanne, "les Murs ocre de Provence" et "les Tours embrumées de Notre-Dame" : Derek Walcott signe un poème sur Pissaro qui est une ode à la lumière de France. Ce grand poète anglophone, resté quasiment inconnu jusqu'à l'attribution du Nobel en 1992, et qui publie aussi un recueil d'articles sur les Caraïbes, la langue anglaise, la "francophonie caricaturale" et les mirages de l'histoire, raconte ici la genèse de son œuvre, au temps où, petit garçon, il "ouvrait son cahier et, dans la stricte discipline de ses marges, ébauchait des stances où il tenterait de recueillir toute la lumière des collines, celles d'une îles d'une île bénie d'obscurité, jalouse de son insignifiance".

Le nouvel Observateur. Vous êtes né dans un petit paradis terrestre...

Derek Walcott. - J'ai grandi dans une île minuscule des Caraïbes, Sainte-Lucie, une île montagneuse, très belle. Quand j'étais jeune, il n'y avait qu'une seule route qui faisait le tour de l'île. On prenait le bus avec toute sorte de choses et de gens arrimés sur le toit. Ces bus grinçaient sous le poids et penchaient dangereusement dans les virages, menaçant à tout instant de verser dans le précipice et la mer en contrebas.

N.O. - Vous n'avez pas connu votre père...

D. Walcott. - J'avais un an quand il a disparu. Mon père était aquarelliste, metteur en scène et poète. Ma mère, elle, était professeur. Elle récitait sans cesse des poèmes à la maison. Elle avait été actrice de théâtre, et nous avons commencé à écrire des pièces que nous jouions, mon frère et moi, au collège. Ma mère nous a encouragés à devenir artistes. Ce qui était très surprenant, de la part d'une femme qui élevait seule ses enfants, dans une si petite communauté. Je me souviens lui avoir demandé 200 dollars pour imprimer un livre que je venais d'écrire. A la fin des années 1940,

il n'y avait pas d'éditeur à Sainte-Lucie, et 200 dollars, c'était énorme pour l'époque.

Elle m'a donné cet argent. Je n'en reviens toujours pas. C'est ainsi que j'ai vendu quelques exemplaires de mon livre, et que j'ai pu devenir écrivain sans jamais douter de la justesse de ce choix.

N.O. - Vous souvenez-vous du grand incendie qui a dévasté Castries, la capitale, en 1948 ?

D. Walcott. - Oui. Je devais avoir 17 ou 18 ans. La ville entière a brûlé dans la nuit. Le matin, il n'y avait plus rien. De la maison on pouvait voir soudain la mer au-dessus des ruines, dont la ville avait toujours bouché la vue. C'était comme un bombardement.

N.O. - Le théâtre a compté dans votre vie ?

D. Walcott. - Nous avons monté avec un groupe d'amis le Trinidad Theater Workshop, qui existe encore. Dans les Caraïbes, nous avons des acteurs, des danseurs, des chanteurs exceptionnels. La métropole croit toujours que nos productions sont inférieures. Au contraire, notre théâtre excelle par sa vigueur, son élan, sa joie, sa fraîcheur. Ce sont des atouts qui manquent au théâtre professionnel. Le savoir-faire, en art, ne sert à rien ; c'est l'ignorance qui est utile. L'artiste doit lutter jour après jour pour culti-



ver son ignorance.

N.O. - La poésie doit, elle aussi, être ignorante ?

D. Walcott. - Quand la littérature des

Caraïbes est née, il y a vingt ou trente ans, il s'agissait d'écrire ce qui n'avait encore jamais été écrit auparavant. Ecrire des mots qu'on n'avait jamais vus imprimés : la mangue, l'arbre à pain. Les gens riaient en les lisant. Dans un environnement provincial, les gens rient des noms de leur terre.

N.O. - Vous avez bien connu le grand poète Joseph Brodsky ?

D. Walcott. - Oui. La première fois que je l'ai rencontré, c'était aux obsèques du poète Robert Lowell. Dans l'église, Joseph était à côté de moi. Je ne le connaissais pas. Je me suis dit : s'il ne pleure pas, je ne vais pas pleurer non plus. Il n'a pas pleuré. On s'est revus, et on est devenus les meilleurs amis. Il n'écrivait pas de poésie ; il la vivait. La poésie l'a entièrement habité, jour après jour. Il avait aussi, comme Seamus Heaney et moi-même, je crois, un sens de l'humour très potache, et très bête.

N.O. - Vous êtes aussi peintre. La poésie et la peinture se nourrissent-elles l'une de l'autre ?

D. Walcott. - Parce que je suis peintre, je suis plus sensible aux ombres, aux lumières, aux couleurs, quand j'écris. Lorsque je fumais, je me levais très tôt, j'avais un café et une cigarette, et je me mettais à écrire. Aujourd'hui, j'ai arrêté de fumer, et je me laisse aller au besoin d'écrire ou de peindre, selon l'envie du jour. Parfois, je prends ma voiture et je pars dans la campagne pour la journée, et je suis très heureux ainsi, à peindre dehors. C'est un sentiment incomparable.

N.O. - Pouvez-vous décrire la pièce où vous travaillez ?

D. Walcott. - Dans les Caraïbes, j'ai une maison avec une vue extraordinaire. Mais pas quand j'écris. C'est mon seul conseil : n'écrivez jamais avec une fenêtre donnant sur la mer. Car vous finirez comme un de ces idiots qui se croient poètes parce qu'ils ont l'air inspirés...

Propos recueillis par Didier JACOB.

"Café Martinique", par Derek Walcott, traduit de l'anglais par B. Dunner, le Rocher, 160 p., 14,90 €. Du même auteur chez le même éditeur, "le Chien de Tiepolo", traduit de l'anglais par M.-C. Peugeot, 190 p., 21 €.

Le Nouvel Observateur

L'ESCLAVAGE CRIME DE GUERRE ?

C'est ce que l'on pourrait conclure d'une interview de MAX GALLO au journal télévisé de France 3 le 4 décembre 2004.

Bien sûr il faut tenir compte du contexte. Dans une interview il faut répondre vite. Par ailleurs la transcription écrite de ce qui a été parole n'en donne pas le ton.

Mais quand même ! Lorsque le journaliste lui demande : *"alors quand on parle de Napoléon on évoque jamais (donc) cette décision de rétablir l'esclavagisme, pourquoi ?"*

Nous avons cette réponse que nous transcrivons :

Max Gallo : *"Non jamais, vous exagérez. On le fait, mais moi-même je peux dire que je l'ai fait, peut-être pas de façon suffisante, parce que c'est vrai que dans l'inconscient même de l'historien, quand il travaille, à moins qu'il ne soit directement concerné pas le sujet, (mmm le), cette tâche, car c'est une tâche réelle, est-ce que c'est un crime contre l'humanité, peut-être je ne sais pas, (est-ce que c'est) en tout cas des crimes de guerre, Napoléon en a commis, et malgré tout, c'est ça mon point de vue si vous voulez, que j'affirme, c'est qu'en dépit de ces réalités-là qui sont incontestables, qui ne doivent pas être tues, qui doivent être au contraire, décryptées, comprises, analysées plus exactement..."*

Essayons d'être lucide, essayons de comprendre. Il est probable que MAX GALLO n'aurait pas ECRIT une telle réponse. Cette réponse, à votre tour d'essayer de la "décrypter".

Ne l'accusons quand même pas de révisionnisme et puis on a le droit d'aimer Napoléon. *"Malgré tout si j'avais une addition à faire entre l'ombre et la lumière, dans Napoléon, je mettrais la lumière en tête ..."* dit-il aussi.

Certes respectons le principe de l'Historien qui se doit de ne pas privilégier un fait. Mais, en l'occurrence, ne saluons pas ce que certains d'entre nous pourraient prendre pour de la désinvolture. 300 ans de crimes de guerre. Bigre ! Le recul historique pourrait bien passer pour de l'indifférence. Même si Napoléon ne l'a pas toute faite, cette guerre.

Voilà que se sont ouvertes, à l'oral, les portes du non-dit révélatrices du peu de cas que beaucoup font de la traite négrière. MAX GALLO n'est pas le seul. Il y a quelques années Monsieur SLAMA, journaliste du FIGARO, avait parlé de cette traite négrière et nous avait appris que le propriétaire du nègre avait tout intérêt à bien le nourrir pour pouvoir mieux le vendre.

Fermons le ban.

En bref

CARAÏBES

Archives du commerce des esclaves : réunion Unesco à Cuba

Des archivistes provenant de onze pays se réuniront ce mois-ci à Cuba pour discuter des nouvelles perspectives de consolidation et d'extension du projet Unesco des Archives du commerce des esclaves, projet de sauvegarde de documents relatifs au commerce des esclaves et à l'esclavage dans le cadre du programme Mémoire du monde de l'Unesco.

La réunion, conjointement organisée par l'Unesco et les Archives nationales de Cuba du 22 au 24 novembre 2004 à la Havane, a pour objectif d'harmoniser les stratégies de chaque pays de telle sorte à créer une synergie du projet des Archives du commerce des esclaves...

La réunion rassemblera des représentants des archives nationales des pays participants, qui présenteront un rapport sur l'avancement des travaux concernant leur programme national respectif d'archives du commerce des esclaves. Les pays concernés sont le Bénin, le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana et le Sénégal pour l'Afrique, l'Argentine, la Barbade, le Brésil, la Colombie, Cuba et Haïti pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

France Antilla 4/11/2004

J.M

Exposition

Maison de l'Outre Mer Exposition

**Par Zamani Makhanga
Artiste Sud Africain**

Il a créé l'affiche des
rendez-vous de l'Erdre 2004

Du 24 janvier au 4 mars 2005

À l'édition de ce journal nous n'avons pas de nouvelle image à vous présenter

Du lundi au vendredi de 10 h 00 à 17 h 30  88 quai de la Fosse 44100 NANTES
Tram ligne 1—Arrêt Chantiers Navals

Renseignements : 02 40 71 76 57, www.outremer44.org ou maisonoutremer@wanadoo.fr

Culture

Dans la collection Graveurs de Mémoire

Josette CHARLES-HENRIETTE et Martine LEPLANQUOIS

*De la Martinique à la
Normandie
Histoire d'une jeunesse*

Dans la Martinique des années cinquante, la jeune Marie mène une existence heureuse. Une mère énergique qui organise d'une main ferme la vie familiale, un père travailleur et plein de gentillesse : malgré une grande pauvreté, les neufs enfants profitent pleinement de leurs jeunes années. La nature est généreuse : les fruits abondent ; grâce à la pêche, aux "coups de senne", poissons et crabes sont souvent au menu. Et il y a les baignades, en bord de mer ou dans les rivières qui courent dans la campagne, les fêtes du bourg de Sainte-Marie.

Mais les adultes, eux, savent que l'avenir de leurs enfants ne se présente pas sous les meilleurs auspices. Une grande partie de la population est au chômage ou doit se contenter de petits "jobs". Beaucoup d'Antillais partent pour la France. Marie y est aussi envoyée, à l'âge de quinze ans, comme employée de maison. Elle se trouve confrontée à une société dont elle ignore tout, dans un environnement hostile. Elle devra travailler dur, passer d'un emploi à un autre, chez ses employeurs, ou dans sa famille, avant de parvenir à vivre de façon indépendante.

Pour avoir des renseignements :

@ **Mémoire de l'outre-mer sur Internet**
<http://www.outremer44.org>
e-mail: memoire@outremer44.org @

@ **et le DOM TOM COM sur Internet**
e-mail: domtomcom@outremer44.org @

Ou faites nous parvenir votre e-mail.

Domtomcom@outremer44.org

Ciné-

Le 19 janvier
au cinéma



Bulletin publié par l'Association
"Mémoire de l'Outre-Mer"
Association régie par la loi de 1901,
reconnue d'éducation populaire
88,quai de la fosse - 44100 NANTES
E-MAIL: domtomcom@outremer44.org
Tél : 02.40.69.07.50. Fax : 02.40.71.76.95
30 décembre 2004



n° ISSN : 1169.33.04 n° CPPAP : 73973
imprimé par nous même : Mémoire de l'Outre-Mer

Directeur de Publication : Octave CESTOR
Directeur de Rédaction : Jean MARIE-AGNES
Président d'honneur : Jean Claude VALOMET
Comité de rédaction : Steve et Michèle AMOAH, , Monique BOURDON, Michel COCOTIER, Maguy COQUILLAUD, Alioune DIAW, Jean-Michel MACABRE, Patricia SALOMON, Christian VAGAO, Gracieuse DOUCEMENT, Mathieu CARMASOL
Secrétaire : Jean-François DION

DOM TOM
COM

- * Abonnement : 5,50 €
- * Prix de vente à l'unité: 1,50 €
- * Soutien: 15,50 €
- * Adhésion à l'Association:
 - 15,50 € par personne
 - 27,50 € par couple
 - 6 € pour les demandeurs d'emploi, RMI...